

Il est intéressant de noter que l'orientation à laquelle songe le gouvernement est tout à fait contraire aux dispositions d'une mesure législative présentée par Jack Kemp et William Roth au Congrès des États-Unis. Avec votre permission, je lirai un extrait d'un court commentaire sur la mesure qu'ils ont présentée.

Actuellement, selon la loi, les taux d'imposition augmentent continuellement parce que le revenu de tous les travailleurs, les épargnants et les investisseurs est porté à des paliers d'imposition supérieurs à cause de l'inflation. Cette action conjointe de l'inflation et de la montée en flèche des taux d'imposition qui supprime toute motivation—on parle aussi de la progression vers des paliers supérieurs ou des dividendes que le gouvernement touche grâce à l'inflation—est la cause principale du recul de la productivité et de la croissance ainsi que des déficits budgétaires chroniques que nous enregistrons depuis quinze ans.

La cause réelle du problème qui nous oblige à apporter les changements prévus dans le bill C-3 est la perspective d'une augmentation constante du nombre de chômeurs au Canada. Au lieu de s'attaquer directement à la cause, le gouvernement a décidé de recourir à un expédient, selon sa belle habitude, et de ne s'attaquer qu'à un symptôme, pour mieux voiler le fait que les travailleurs et les employeurs canadiens se font taxer.

Les investissements augmentent quand il existe une certaine motivation. J'affirme qu'il faut stimuler d'une façon ou d'une autre les entreprises, ceux qui emploient de la main-d'œuvre et qui créent les emplois dont on a besoin pour avoir recours le moins possible à l'assurance-chômage. C'est de ces mêmes stimulants que je parlais lorsque j'ai mentionné la différence entre les employés disposés à travailler et qui cotisent et ceux qui choisissent volontairement de ne pas le faire. Pour stimuler les gens, il faut leur permettre de conserver une plus grande partie de ce qu'ils produisent, de ce qu'ils gagnent. Pour cela, il faut que le gouvernement présente un programme destiné à alléger le fardeau fiscal. Néanmoins, au lieu d'essayer de persuader l'entreprise que le Canada a un avenir stable et un gouvernement déterminé à réduire le gaspillage et les excès, on nous présente le bill C-30 qui prévoit notamment des emprunts gouvernementaux de 12 milliards de dollars. Quand je dis «notamment», je veux parler aussi de la disposition la plus lourde de conséquences, qui autorise le gouvernement à aller emprunter tout l'argent dont il a besoin à l'étranger.

● (2030)

Il n'y a pas si longtemps, le même gouvernement est allé à l'étranger. Il est allé emprunter 825 millions de dollars en Allemagne. Il est allé emprunter 500 millions au Japon. Il a emprunté 1 milliard et demi aux États-Unis. Puis il se demande pourquoi notre dollar s'est affaibli. Finalement, il a fallu payer des intérêts sur ces emprunts et des investisseurs qui, autrement, auraient pu contribuer à l'essor de notre pays, ont pris peur devant toutes ces sommes à rembourser. Nous nous retrouvons avec les prêts contractés par le passé et quand nous aurons fini par les rembourser, ce sera au détriment du taux de change du dollar canadien. Encore une fois, nous devons aller échanger des dollars canadiens contre des marks

Assurance-chômage—Loi

allemands, des yens japonais et des dollars américains ce qui fera baisser la valeur de notre dollar et incitera immédiatement la Banque du Canada, selon son habitude, à exiger des taux d'intérêt plus élevés afin d'attirer des investissements au Canada. Nous sommes pris dans un véritable cercle vicieux.

Dans ce bill, le gouvernement a proposé la pire chose qui soit pour l'avenir à long terme du pays. Le gouvernement nous impose sa politique habituelle. Je dis qu'il nous l'impose, car de ce côté-ci, malheureusement, nous n'y pouvons pas grand-chose. Espérons qu'avec le temps, nous finirons par le persuader, s'il veut bien se donner la peine d'écouter, de prendre conscience des torts qu'il cause, non seulement aux Canadiens d'aujourd'hui, mais également à ceux de demain. L'entreprise privée n'est guère rassurée d'apprendre que, cette année, le déficit s'élève à 14 milliards et plus. Ce genre de nouvelle s'accompagne de la quasi-certitude que le déficit sera, comme par le passé, encore plus élevé que ne le prévoit le gouvernement. C'est la preuve de l'incurie du gouvernement, de son incapacité à établir un équilibre entre les recettes et les dépenses. Pour que l'entreprise puisse croître et se développer, la stabilité et la certitude sont deux conditions essentielles.

Si le secteur privé ne peut croître et se développer, je suppose que la seule façon dont le gouvernement peut venir à bout du chômage—de façon à réduire les paiements versés en vertu de la loi que nous étudions ce soir—serait d'offrir des postes de fonctionnaires aux sans-emploi. Je sais que la feuille de paye de la Fonction publique s'élève à quelque 8.6 milliards annuellement. Je me demande pendant combien de temps le public va tolérer de voir ce montant augmenter constamment. Nous en avons vu un exemple il y a quelque temps. De 1979 à 1980, les traitements versés à la dernière catégorie de postiers, ceux de l'intérieur, ont augmenté de 26.6 p. 100, ce qui représente quelque 36 millions par année. Cela n'est pas de nature à atténuer les pressions inflationnistes que vont entraîner de telles ententes salariales.

Quand j'ai constaté que la menace de grève ne se concrétiserait pas, comme bien d'autres, j'ai été heureux de penser que de nouveau les entreprises pourraient compter sur le service postal et que des employés d'entreprises privées pourraient continuer à travailler. Mais ce n'est pas aussi simple. Nous avons amorcé encore une fois, comme par le passé, une spirale inflationniste directement provoquée, approuvée et encouragée par le gouvernement.

Le fléau de l'inflation, qui influe directement sur notre économie, la prédisposition du gouvernement à trop dépenser, sa remarquable incapacité à formuler une politique énergétique, concrète et définitive, tout cela contribue à faire fuir du pays ceux qui, par leur initiative, seraient disposés à créer de l'emploi pour aujourd'hui et pour demain. Le gouvernement a fait la preuve qu'il était incapable de régler un seul des problèmes qui se posent pour le pays.